

Unité départementale de l'Eure
12 rue de Melleville
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le
25/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



ICP

Route du Boisgeloup
27140 GISORS

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0005801737

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2022 dans l'établissement ICP implanté Route de Bois Geloup B.P. 78 27140 GISORS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action "coup de poing" portant sur la thématique des des rejets des eaux
Il s'agit de contrôles inopinés en présence d'un laboratoire agréé sous convention avec la DREAL. L'objectif de cette visite est d'évaluer la qualité de la chaîne de mesure de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ICP
- Route de Bois Geloup B.P. 78 27140 GISORS
- Code AIOT : 0005801737
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

ICP France à une activité de, afabrication, conditionnement de produits cosmetiques et parfums.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [à compléter](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

- Le rejet des effluents liquides se fait par "bâchées après une opération de prétraitement (décantation).
- L'exploitant ne possède pas matériel à utiliser dans le cadre de la surveillance dans les rejets aqueux.
- Bien qu'un déversoir frontal à mince paroi est existant dans un regard de visite en limite de propriété de l'établissement celui-ci à un accès dangereux et ne permet pas la pose d'instruments de mesure (l'opérateur doit y accéder via des échelons très corrodés et glissant).
- Le prétraitement n'est pas efficace (solution blanchâtre en sortie indiquant un problème de décantation) ne mise à jour du process de prétraitement formalisée par une procédure et instructions écrite incluant les enregistrements et vérifications et demandée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

..

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Pose matériel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats : Il existe un emplacement prévu pour le prélèvement par un laboratoire en charge du contrôle inopiné, cependant, bien qu'un déversoir frontal à mince paroi est existant dans un regard de visite en limite de propriété de l'établissement celui ci à un accès dangereux et ne permet pas la pose d'instruments de mesure (l'opérateur doit y accéder via des échelons très corrodés et glissant) le point de prélèvement n'est donc pas situé au même endroit que là où est faite l'autosurveillance de l'exploitant. L'équipement du laboratoire a été donc placé à l'extérieur du local de prétraitement dans un regard au plus proche de celui-ci. Absence de matériel propre permettant de mesurer le débit.</p>
<p>Observations : Le rejet des effluents liquides se fait par "bâchées après une opération de prétraitement.</p> <p>L'exploitant déterminera un endroit adapté et sécurisé permettant une installation adaptée pour la pose des équipements de mesures et préleveurs .</p> <p>L'exploitant justifiera la méthodologie de détermination du débit.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3mois

N° 2 : Point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Positionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le point de prélèvement choisi étant à l'extérieur, l'ouvrage est relativement accessible en toute sécurité. L'emplacement est adapté par rapport à la charge polluante que l'on cherche à mesurer sans dilution préalable
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesure du débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, Réglage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.
Constats : Existence d'instruments de mesures pour les paramètres in situ concernant la température et le pH via le laboratoire de contrôle qualité de l'établissement (entretien et suivi métrologique effectif). Cependant, l'établissement n'est pas équipé de débitmètre concernant les effluents liquides.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3mois

N° 4 : Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Extraits : Les dispositifs de mesure de débit en continu devront être conformes aux normes en vigueur et respecter les prescriptions techniques définies par les constructeurs. Ils seront équipés d'enregistreurs et de totalisateurs. Les installations de mesure devront être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel. Les dispositifs de mesure de débit devront faire l'objet d'un contrôle de conformité de l'organe de mesure ou de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs. Ils devront également faire l'objet d'un suivi métrologique rigoureux et documenté. Ce suivi métrologique peut être réalisé par une mesure comparative exercée sur site (débitmètre, jaugeage...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité. Les enregistreurs et les totalisateurs devront également être conformes aux normes en vigueur. Les installations de comptage doivent être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel.
Constats : Absence entretien périodique et du suivi métrologique établissement n'étant pas équipé débitmètre des effluents liquide.
Observations : L'exploitant s'assurera de l'entretien périodique et du suivi métrologique dès l'installation des équipements de mesures.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Canal de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Conception
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
Constats : Absence de venturi. Bien qu'un déversoir frontal à mince paroi est existant dans un regard de visite en limite de propriété de l'établissement celui ci à un accès dangereux et ne permet pas la pose d'instruments de mesure (l'opérateur doit y accéder via des échelons très corrodés et glissant)
Observations : L'exploitant déterminera un endroit adapté et sécurisé permettant une installation adaptée pour la pose des équipements de mesures et préleveurs .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3mois

N° 6 : Canal de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
Constats : Le rejet des effluents liquides se fait par "bâchées après une opération de prétraitement. L'établissement justifiera de l'entretien périodique (canal, sonde) et du suivi métrologique suivant les préconisations de la fiche de contrôle relative à la sonde en présence, vérification de l'existence de consignes en rapport après la mise en place d' un endroit adapté et sécurisé permettant une installation adaptée pour la pose des équipements de mesures et préleveurs .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3mois

N° 7 : Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extraits :</p> <p>Le matériel à utiliser dans le cadre de la surveillance devra être inerte vis-à-vis des substances et des paramètres soumis à la surveillance dans les rejets aqueux. La norme FD T 90-523-2 définit des dispositions pour la sélection, le nettoyage du matériel ainsi que les contrôles métrologiques à mener sur l'échantillonneur et les critères à respecter.</p> <p>Dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, fixe ou portable, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de 5 ± 3 °C durant toute l'étape de prélèvement.</p> <p>L'échantillonneur mono-flacon devra être utilisé dans le cas d'échantillonnage proportionnel au débit. Dans le cas d'échantillonnage proportionnel au temps, c'est l'échantillonneur multi-flacons (24 flacons) qui sera utilisé afin de reconstituer un échantillon moyen.</p> <p>Pour des raisons de qualité de la mesure, l'utilisation en l'état des échantillonneurs pour la surveillance des paramètres tels que la DBO5, la DCO, les MES, l'azote et le phosphore n'est pas adaptée pour le suivi des substances dangereuses. Les échantillonneurs devront être modifiés. Le FD T 90-523-2 liste les matériaux à utiliser pour la surveillance des substances dangereuses. Lorsque la surveillance concerne les macro-polluants et les substances dangereuses, un seul échantillonneur est mis en oeuvre dans la configuration « substances dangereuses », à savoir : échantillonneur équipé d'un tuyau d'aspiration en téflon et d'un flacon collecteur en verre. A la fin de l'échantillonnage, l'exploitant ou le prestataire de prélèvement devra valider l'opération d'échantillonnage en s'assurant que le volume final collecté corresponde au volume unitaire réel prélevé multiplié par le nombre de prélèvements réalisés avec une tolérance, sur l'écart volume final/volume théorique, fixée et annoncée par l'organisme de prélèvement. Le cas échéant, si le critère n'est pas respecté, l'opérateur de prélèvement devra en rechercher les causes et pourra être amené à refaire l'opération d'échantillonnage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne possède pas de matériel à utiliser dans le cadre de la surveillance vis-à-vis des substances dans les rejets aqueux.</p>
<p>Observations :</p> <p>Le laboratoire de l'usine est équipé d'une armoire réfrigérée non spécifique à la conservation des échantillons</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Le rejet l'écoulement est régulier sans perturbation d'une couleur légèrement blanchâtre.
Observations : Le rejet se faisant par "bâchée", l'exploitant s'assurera du bon fonctionnement du prétraitement notamment de la durée de décantation des eaux industrielles stockées dans les cuves spécifiques. Une mise à jour du process de prétraitement formalisée par une procédure et instructions écrite incluant les enregistrements et vérifications et demandée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3mois